

**CIRCULAIRE : 1468**

**Date : 15/05/2006**

**OBJET : Introduction des demandes de dérogation d'âge pour les élèves de l'Enseignement Spécialisé (circulaire n°22)**  
**Réseaux : tous réseaux**  
**Niveaux & Services : fondamental spécialisé et secondaire spécialisé, service des CPMS**

- Aux Pouvoirs Organisateurs,
- Aux directions d'établissements,
  
- Aux Inspecteurs de l'Enseignement Spécialisé ;
- Aux Vérificateurs de l'Enseignement Spécialisé ;
  
- Aux syndicats,
- Aux associations de parents

**Autorités : Directrice Générale**  
**Gestionnaires : Nicolas ALMAU**  
**Personne- ressources :**  
**Mail : nicolas.almau@cfwb.be**

**Signataire : Lise-Anne HANSE**

**Renvoi(s) :**

**Nombre de pages :**

**texte : 10 pp.**

**- annexe :**

**Téléphone pour duplicata :**

**Mots-clés :**

ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION GENERALE  
DE  
L'ENSEIGNEMENT  
OBLIGATOIRE  
Service général de  
l'enseignement fondamental et  
de  
l'enseignement spécialisé.  
**Enseignement spécialisé**  
Réf. :ORG/2006-2007/ 22

**CIRCULAIRE N° 22**

***INTRODUCTION DES DEMANDES DE DEROGATION D'AGE POUR LES ELEVES  
DE L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE.***

**INTRODUCTION DES DEMANDES**

Les demandes de dérogation doivent être introduites selon les modalités reprises ci-après auprès de la :

**Direction générale de l'Enseignement obligatoire**

**Service général de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement spécialisé**

«Dérogations d'âge» - Local n° 2F243 – 2ème étage : - les dérogations moins de 2 ans et six mois

- les dérogations pour raisons pédagogiques

- Local n° 2F246 – 2ème étage : -les dérogations pour raisons non-pédagogiques

Rue Lavallée, 1  
1080-Bruxelles.

**a) ELEVES AGES DE MOINS DE 2 ANS ET 6 MOIS  
(art. 13 §3 du Décret du 3 mars 2004)**

Le Gouvernement peut autoriser l'accès à l'enseignement spécialisé de type 7 avant deux ans et six mois à un enfant malentendant ou sourd, lorsqu'un rapport émanant d'un service d'aide précoce ou d'un centre d'audiophonie établit l'absolue nécessité de la scolarisation.

L'Etablissement complète le **formulaire C en 2 exemplaires**.

La demande est introduite dès que sa nécessité est constatée.

**II. DEROGATIONS D'AGE PREVUES AUX ARTICLES 13, 14, 15 §1 DU DECRET DU 3 MARS 2004**

Les maintiens dans l'enseignement maternel et primaire, et l'entrée dans l'enseignement secondaire spécialisé, sont de la compétence commune du Conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance.

Il y a lieu de se référer à la circulaire n° 15 des «Directives et Recommandations» qui rappelle les conditions d'admission, de maintien et de passage dans l'Enseignement spécialisé.

### III. ELEVES AGES DE PLUS DE 21 ANS

a) **Forme 4** : L'article 11 §2 du décret prévoit qu'il n'y a pas de limite d'âge supérieure pour les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 (conditions identiques à celles fixées par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire) → **donc pas de demande de dérogation à introduire**

b) **Forme 3** : L'article 15 du décret prévoit que :

1° les élèves qui commencent une troisième phase de Forme 3 pour **la première fois** peuvent être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement secondaire spécialisé → **donc pas de demande de dérogation à introduire**

2° Autres élèves : → **introduire une demande de dérogation**

c) **Formes 1 et 2** : → **introduire une demande de dérogation**

Conformément à l'article 15 §3 et §4, l'autorisation de fréquenter l'enseignement spécialisé après 21 ans ne peut être accordée que par le Gouvernement de la Communauté française.

L'obligation de la démarche est portée à la connaissance des intéressés par les Directions des Etablissements d'Enseignement spécialisé.

Cette obligation **DOIT** être rappelée à l'élève, ainsi qu'à ses parents ou représentants, **dès qu'il atteint l'âge de 18 ans.**

**A. Demandes concernant les élèves qui sollicitent le maintien pour raisons pédagogiques :**  
**B. Enseignement de forme 3 (art. 15 §2 et §3 du Décret du 3 mars 2004)**

La dérogation est **requise** pour tout élève engagé dans un cycle de formation conduisant à l'obtention d'un certificat de qualification ou d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur équivalant au certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré et qui a atteint 21 ans le 31 août 2006.

---

Rappel aux Directions et aux Services sociaux des établissements d'Enseignement secondaire spécialisé :

**Il est indispensable de faire inscrire au FOREM ou à l'ORBEM, dès le 1<sup>er</sup> juillet,**  
les élèves qui viennent d'obtenir une certification.

Pour une 1<sup>ère</sup> inscription, la demande est introduite dès que sa nécessité est constatée.

---

L'Etablissement complète le formulaire **A** en double exemplaire pour les élèves concernés par le point.

Afin de recueillir l'avis du Conseil de classe de fin d'année scolaire, les demandes de dérogation me parviendront via l'Administration si possible pour le 23 juin 2006 et **au plus tard le 7 juillet 2006.**

J'insiste sur le respect le plus strict du délai fixé.

L'Administration soumet immédiatement à l'Inspection pédagogique de l'enseignement spécialisé les demandes de dérogation d'âge introduites pour des motifs pédagogiques.

Dans ce cas exclusivement, si l'avis motivé de cette Inspection est favorable, les dossiers sont présentés directement à la Ministre-Présidente en vue de la décision prescrite par l'article 15 du Décret du 3 mars 2004.

Afin d'assurer une bonne organisation des établissements, les dossiers de l'Inspection pédagogique devront être rentrés à l'Administration de l'enseignement spécialisé **POUR LE 18 AOÛT 2006 AU PLUS TARD.**

**TOUT FORMULAIRE INCOMPLET NE SERA PAS PRIS EN CONSIDERATION ET SERA  
RENVOYE A L'ETABLISSEMENT**

**B. Demandes concernant les élèves en attente de prise en charge par une entreprise de travail adapté ou un centre d'hébergement ou un centre de jour pour adultes :  
Raisons non pédagogiques Enseignement de forme 1 ou forme 2**

L'accueil dans un milieu de travail protégé ou dans une institution d'accueil ou d'hébergement relève de la compétence de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles Capitale.

L'article 15 §4 du Décret du 3 mars 2004 prévoit que le Gouvernement de la Communauté française « *peut autoriser le maintien au-delà de 21 ans d'un élève qui ne peut être pris en charge momentanément par une entreprise de travail adapté ou un centre d'hébergement ou un centre de jour, à la condition que le coût de l'accueil ne soit pas mis à charge du budget de la Communauté française, sans qu'il soit pour autant dérogé à l'obligation de gratuité.* »

**Or, l'AWIPH a décidé de ne plus intervenir dans le remboursement du coût des élèves relevant de la Région Wallonne maintenus dans les écoles d'Enseignement spécialisé.**

**Par conséquent, aucune dérogation ne pourra être accordée pour ces élèves.**

---

**POUR LES ELEVES DOMICILIES EN REGION BRUXELLOISE  
ET RELEVANT DU SBFPH**

---

Je rappelle que le point B. de la présente circulaire ne s'adresse qu'aux élèves subsidiés par la région de Bruxelles Capitale.

Le maintien dans l'école au-delà de 21 ans ne sera accordé qu'aux élèves qui rencontrent toutes les conditions prévues et pour lesquels le Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées aura accepté le principe d'une subvention individuelle en faveur de la Communauté française.

Je vous rappelle également que les parents des élèves doivent être avisés des démarches qu'ils doivent entreprendre auprès du SBFPH **dès que l'élève atteint l'âge de 18 ans.**

Il vous incombe en outre de les informer que les dérogations pour maintien au-delà de 21 ans ne sont accordées **qu'à titre exceptionnel.**

*Eventuellement, le directeur de l'établissement scolaire ou le directeur du CPMS pourra aider la famille à introduire le dossier auprès du bureau régional.*

Les demandes de dérogation parviendront **le 15 mai 2006 au plus tard**  
à l'Administration de l'enseignement spécialisé qui sollicitera l'avis du SBFPH pour chacun des cas.

## REMARQUE

Les élèves pour lesquels une décision de placement a déjà été prise ne doivent pas réintroduire une nouvelle demande au Service Bruxellois.

## RAPPEL DES CONDITIONS PREVUES :

Le maintien dans l'école au delà de 21 ans ne pourra être accordé qu'aux élèves qui rencontrent les conditions suivantes :

1. L'élève doit avoir atteint l'âge de 21 ans le 31/08/2006.
2. La demande de maintien doit **dans tous les cas** être introduite auprès de l'administration de l'enseignement spécialisé au moyen du formulaire B **dûment complété**, en double exemplaire, notamment :
  - par l'avis du Conseil de classe
  - par l'organisme de guidance qui motivera son avis **de manière explicite**, soit sur le formulaire, soit en annexe.**Aucun formulaire ou dossier incomplet ne sera pris en considération.**
3. Le Service Bruxellois doit avoir **accepté** le dossier de demande de prise en charge
4. La demande de prise en charge par la région doit être introduite et signée par l'élève concerné s'il est majeur et responsable, ou à défaut par ses parents ou son représentant légal au moyen des formulaires d'admission à demander au service des prestations individuelles (voir adresse ci-dessous)
5. Lorsque la demande porte sur un placement en Centre d'hébergement ou en Centre de jour pour adultes, il est **indispensable** de fournir un rapport psycho-médico-social concluant au bien-fondé du placement sollicité.  
Ce rapport doit être signé par une équipe pluridisciplinaire (composée d'un médecin, d'un psychologue et d'un assistant social) librement choisie par la personne handicapée.  
Ce rapport doit expliciter :
  - la catégorie du handicap (à l'aide de données choisies en fonction de la nature du handicap, telles que le QI, des données médicales, sociales, psychologiques...)
  - l'opportunité d'un accueil ou d'un hébergementCe rapport peut faire référence à des rapports antérieurs à la condition de joindre une note de réactualisation datée et signée par l'équipe pluridisciplinaire ainsi qu'une copie de ces rapports.

L'adresse de l'administration bruxelloise est la suivante :

**Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées – SBFPH**  
**Monsieur DESCHAMPS (Tél. : 02/800.80.58) ou Madame SACK (Tél. : 02/800.80.77)**  
**rue des Palais, 42 à 1030 Bruxelles (Tél.:02/800.80.00)**

La Directrice Générale

Lise-Anne HANSE

**DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE - CELLULE DE L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**  
**FORMULAIRE A (demande de dérogation pour un élève âgé de plus de 21 ans pour des raisons pédagogiques)**  
**ANNÉE SCOLAIRE 2006-2007.**

**ELEVE**

NOM	Prénom	Sexe	Date de naissance	Rue	N°	Code postal	Localité	Pays	Nationalité
<b>Remarques</b>									

**SITUATION ACTUELLE**

Année scolaire	Type	Phase	Section ou secteur professionnel	Finalité ou groupe professionnel 6 <sup>ème</sup> de Perfectionnement ou Métier	Année d'étude	Etablissement	Localité
2005/2006							

**PARCOURS CHRONOLOGIQUE DE L'ELEVE DANS L'ENSEIGNEMENT SPECIAL ( PRECISER SI C'EST DANS L'ORDINAIRE)**

Année scolaire	Type	Phase	Section ou secteur professionnel	Finalité ou groupe professionnel 6 <sup>ème</sup> de Perfectionnement ou Métier	Année d'étude	Etablissement	Localité
2004/2005							
2003/2004							
2002/2003							
2001/2002							

**L'ELEVE A DEJA OBTENU UN CERTIFICAT DE QUALIFICATION (PRECISER LE(S)QUEL(S) ET QUAND)**

- 1.....  
 2.....

**ETABLISSEMENT INTRODUISANT LA DEMANDE**

Numéro de matricule	Dénomination	Adresse

**MOTIF**

<b>Permettre à l'élève d'être inscrit en</b>	<b>En vue d'obtenir le titre suivant</b>

**DECISION DU CONSEIL DE CLASSE**

<b>Décision et modalités d'accompagnement pédagogique de l'élève</b>	<b>Signature du Chef d'Etablissement</b>	<b>Date de la décision</b>

**AVIS DE L'ORGANISME DE GUIDANCE**

<b>Décision et modalités d'accompagnement pédagogique de l'élève</b>	<b>Signature du Responsable</b>	<b>Date de l'avis</b>

**AVIS DE L'INSPECTION**

Réception de la demande	Examen	Avis	Motif	Signature	Envoi à l'Administration	Réception à l'Administration	Envoi de l'avis si refus
		Fav.					
		Déf.					

**AVIS DE L'INSPECTION CONCERNANT LE RECOURS**

Réception de la lettre de recours	Envoi du recours	Réexamen	Avis	Motif	Signature
			Fav Déf		
<b>Envoi à l'Administration</b>	<b>Réception à l'Administration</b>				



**DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE - CELLULE DE L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**

**FORMULAIRE B ( demande de dérogation pour un élève âgé de plus de 21 ans en attente d'une prise en charge par une entreprise de travail adapté ou un home occupationnel ou un centre de jour)**

**ANNEE SCOLAIRE 2006-2007.**

**ELEVE**

Nom	Prénom	Sexe	Date de naissance	Type	Rue	N°	Code postal	Localité	Pays	Nationalité
Remarques										

**ETABLISSEMENT INTRODUISANT LA DEMANDE**

Numéro matricule	Dénomination	Adresse

**DATE A LAQUELLE LA DEMANDE A ETE INTRODUITE AUPRES DU S.B.F.P.H. :.....**

**MOTIF**

Attente d'une prise en charge par un :	Dénomination et adresse	
Entreprise de travail adapté	<u>Dénomination</u>	<u>Adresse</u>
Centre de jour	<u>Dénomination</u>	<u>Adresse</u>
Home occupationnel	<u>Dénomination</u>	<u>Adresse</u>

--	--	--

**DECISION DU CONSEIL DE CLASSE**

Décision et modalités particulières d'accompagnement pédagogique de l'Elève	Signature du Chef d'Etablissement	Date de la décision

**AVIS DE L'ORGANISME DE GUIDANCE**

Décision motivée et argumentée (les mots « avis favorables » sont insuffisants)	Signature du Responsable	Date de l'avis

**ADMINISTRATION**

Date de réception du dossier COMPLET provenant de l'établissement	Avis de l'Administration régionale (S.B.F.P.H.)	Envoi de la demande à Madame la Ministre-Présidente
---	---	---

--	--	--

**DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE - CELLULE DE L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**

**FORMULAIRE C (demande de dérogation pour un élève malentendant âgé de moins de deux ans et six mois)  
ANNÉE SCOLAIRE 2006-2007.**

**ELEVE**

Nom	Prénom	Sexe	Date de naissance	Rue	N°	Code postal	Localité	Pays	Nationalité
<b>Remarques</b>									

**ETABLISSEMENT INTRODUISANT LA DEMANDE**

Numéro matricule	Dénomination	Adresse

**DATE DU RAPPORT DE L'O.R.L. ANNEXE AU PRESENT FORMULAIRE :**

**DECISION DE MADAME LA MINISTRE-PRESIDENTE**

<b>Décision</b>	<b>Communication de l'avis à l'Etablissement</b>
-----------------	--

--	--